|  |
| --- |
|  |

**TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT D’UNE EXPERTISE**

**en vue de prestations de services par contrat-cadre à bons de commande et marchés subséquents**

**Agence Française de Développement,**

 5, rue Roland Barthes,

75598 Paris Cedex 12- RCS PARIS B 775 665 599-

téléphone: 00 33 (0)1 53 44 31 31

**Délégation régionale Grand Sahel**

tel : (226) 54 40 00 00 / 01

01 BP 529 Ouagadougou 01

BURKINA FASO

#MondeEnCommun

**Appui à l’intégration des recommandations du Diagnostic dans le portefeuille Formation professionnelle / Emploi au Tchad**

TCHAD

Référencée : AFD/AFR/DRGS/2024-001 /janvier 2024

# PREAMBULE

La Direction régionale Grand Sahel de l’Agence française de Développement en collaboration avec son agence au Tchad ambitionne de s’investir davantage dans la réduction des inégalités de droits femmes/hommes et dans le renforcement du lien social.

Dans le cadre de la FAPS EDIFIS confiée à la gestion d’Expertise France en vue d’appuyer la Direction régionale Grand Sahel de l’AFD et ses agences de la région, dans l’identification de projets CAD 2, Expertise France a été sollicitée pour la mobilisation d’une expertise Genre en vue de réaliser un diagnostic Genre du portefeuille Formation Professionnelle / Emploi et d’appuyer l’instruction du Programme d’appui à l’entreprenariat agroalimentaire (CAD1 voire top-up CAD2).

**Ce diagnostic a permis l’élaboration de livrables de très grande qualité et de lancer le dialogue avec les acteurs sur le sujet. Les échanges ont donc pu être nourris et ont fait émerger des besoins complémentaires pour permettre une meilleure prise en compte des recommandations sur le portefeuille formation professionnelle /emploi actuel et futur.**

Cet accompagnement interviendra à travers un contrat de prestation de services qui sera signé entre Expertise France et le prestataire identifié.

Le service commanditaire souhaite recevoir idéalement dans un délai de 15 jours une proposition répondant aux présents termes de références.

# PRESENTATION DE L’AFD

Etablissement public au cœur du dispositif français de coopération, l’Agence Française de Développement (AFD) agit depuis près de quatre-vingt ans pour lutter contre la pauvreté et favoriser le développement dans les pays du Sud. Elle soutient également le dynamisme économique et social des Outre-mer. Sa mission contribue aux Objectifs de Développement Durable (ODD). L’Agence intervient dans plus de 108 d’Afrique, du Pacifique, d’Asie, des Caraïbes, de l’Océan Indien, de la Méditerranée et d’Amérique latine, ainsi que dans les départements et collectivités d’outre-mer. Elle dispose d’un réseau d’environ quatre-vingt-cinq agences et bureaux répartis dans le monde. Elle finance par divers moyens (subventions, prêts, etc.) des projets dans de nombreux secteurs de l’économie ainsi que la santé, l’éducation et l’environnement. Ces projets ont pour vocation d’améliorer durablement les conditions de vie des populations, soutiennent la croissance économique et protègent la planète.

L’AFD contribue également à la préservation des biens publics mondiaux et peut répondre à des situations de crise. Elle développe aussi des partenariats financiers et intellectuels avec d’autres bailleurs de fonds et s’attache à défendre l’influence française dans la sphère du développement.

L’Agence intervient en faveur des Etats, des entreprises publiques et privées, du secteur financier, des collectivités locales et du secteur associatif. L’AFD noue également depuis quelques années des relations approfondies avec les différents acteurs de l’aide internationale, acteurs traditionnels ou nouveaux, privés ou publics, au Nord et au Sud, dans une logique d’ouverture et de dialogue, afin de créer des synergies qui renforcent l’impact de ses interventions.

En 2014, l’AFD s’est dotée d’un premier Cadre d’intervention transversal sur le genre et la réduction des inégalités femmes-hommes (CIT Genre 2014- 2017) dans le but de contribuer à un développement durable, inclusif et équitable entre les femmes et les hommes. Depuis mars 2018, le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) a lancé une nouvelle « Stratégie internationale pour l'égalité entre les femmes et les hommes (2018-2022) », qui a fait de l'égalité entre les femmes et les hommes un élément central de l’engagement « 100 % lien social » du groupe AFD. Dans le cadre du plan d'action stratégique 2019-2022 du groupe, des objectifs ambitieux ont été définis en termes d'opérations : 50% du volume des engagements en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, et 700 millions d'euros par an, en faveur de projets dont l'objectif principal est l'égalité entre les femmes et les hommes.

L’ensemble des informations relatives à l’AFD, et notamment sa Charte d’Ethique, est accessible sur le lien suivant : www.afd.fr .

# PRESENTATION DU SERVICE DEMANDEUR

Relevant du Département AFRIQUE (AFR) de l’AFD, la Direction régionale Grand Sahel (DRGS) dont le siège est à Ouagadougou a été créée en 2017. Elle couvre 9 pays et 6 agences, toutes anciennes et de plein exercice. La situation particulière de la région confère à la Direction Régionale, en sus de son rôle de pilotage régional, de mutualisation des ressources et de plateforme de services, un « agenda de crise » caractérisé par une part substantielle consacrée au dialogue politique, notamment dans le cadre du 3D et plus récemment de la Coalition Sahel, par la coordination des réponses à la crise au sein de l’Alliance Sahel et par le pilotage de la transformation du portefeuille et des modes de faire de l’AFD dans la région, conformément à la prise en compte des vulnérabilités régionales.

En ce qui concerne la région du Sahel, malgré leurs différences, les cinq pays du Sahel francophone, la Mauritanie, le Niger, le Mali, le Burkina Faso et le Tchad, ainsi que le Sénégal forment une vaste zone dont l’unité réside dans le partage de défis similaires (socio-économiques, démographiques, sécuritaires et migratoires), qui pèsent sur les droits des femmes et des filles à l’éducation, à la santé et à l’accès et au contrôle des ressources économiques et des moyens de production. Avec des indicateurs de développement humain (IDH) parmi les plus faibles au monde, les indicateurs sexo-spécifiques montrent des inégalités criantes et la faible implication des femmes dans les domaines stratégiques du développement socio-économique.

Au Tchad, l’AFD soutient depuis 2014, la promotion d’une approche intégrée formation / insertion / emploi impliquant des opérateurs expérimentés pour déployer les accompagnements techniques et financiers adaptés aux jeunes primo-créateurs d’entreprises, ainsi qu’une approche territoriale différenciée adaptée aux dynamiques et acteurs locaux. Elle appuie la structuration de la formation professionnelle, notamment par le développement de l’apprentissage de type dual et la production de référentiels de certifications correspondants.

Les projets pertinents dans le cadre de la présente prestation sont les suivants :

* **PAPE 2 (programme d’appui à la petite entreprise) CTD1215**

|  |  |
| --- | --- |
| Date d’octroi par le CA de l’AFD | 12/06/2019 |
| Date de signature de la convention de don | 24/07/2019 |
| Montant engagé  | 10 millions d’euros |
| Reste à verser au 15/03/2023 | 4 455 208,75 € euros |
|  Date limite de versement des fonds (DLVF) | 30/01/2024 |
| Date d’achèvement technique du projet  | 30/07/2024 |

Le projet de création de la Maison de la petite entreprise porté par l’association Bet Al Nadjah a fait l’objet d’un premier financement de 1,5M€ en 2014.

Le mode opératoire de la première phase du projet a été poursuivi et conforté, à savoir :

* Maitrise d’ouvrage du projet assurée par BAN, et des compétences, y compris en gestion de projet, significativement renforcées,
* Accompagnement par une assistance technique en consortium menée par le cabinet français R.M.D.A, qui mobilise le réseau Initiative France, spécialiste des questions de gouvernance et de l’ingénierie financière en prêts d’honneur, et Agro-PME, fondation camerounaise spécialisée dans la formation et l’accompagnement à l’entrepreneuriat.

L’offre de services du Pape, de sensibilisation, accompagnement et formation des promoteurs et promotrices de TPE a été complétée en juillet 2020 par un pilote de prêts d‘honneur (1M€) destiné au financement des projets accompagnés, ainsi qu’en juillet 2021 par un dispositif de chèques services proposant des expertises adaptées aux besoins des entreprises accompagnées.

Dans un souci de durabilité, la construction d‘un site dédié à Ndjamena permettra de développer des services pour générer des revenus contribuant à son autonomisation financière : formations, locations de locaux, prestations d’accompagnement pour d’autres acteurs de l’écosystème.

* **JED (Jeunesse vers l’emploi durable) CTD1251**

|  |  |
| --- | --- |
| Date d’octroi par le CA de l’AFD | 20/04/2022 |
| Date de signature de la convention de don * Volet ESSOR
* Volet BAN
 | 07/07/202215/05/2023 |
| Montant engagé dont : * *Volet ESSOR*
* *Volet BAN*
 | 8 millions d’euros*5 millions d’euros**3 millions d’euros* |
| Reste à verser au 15/03/2023 | 6 400 000 € euros |
|  Date limite de versement des fonds (DLVF) | 28/02/2026 |
| Date d’achèvement technique du projet  | 28/09/2026 |

L‘objectif global du projet est de contribuer à la diminution du chômage par une meilleure insertion des jeunes issus des filières de formation professionnelle et le développement d’opportunités d’auto-emploi et d’entrepreneuriat.

Sont visés :

* Le renforcement des activités mises en œuvre par Essor et ses partenaires locaux sur le secteur de la formation et de l’insertion professionnelle au service des jeunes diplômés et non-diplômés vulnérables dans 5 villes au Tchad.
* Le renforcement des dispositifs Chèque Services et Prêts d’Honneur de BAN pour une diffusion en province et un renforcement des prestations à N’Djamena, notamment sur l’innovation et le numérique.
* Le renforcement des compétences d’Essor et d’autres partenaires tchadiens, dont des incubateurs et la CELIAF (Cellule de Liaison et d'Information des Associations Féminines), et des outils de BAN en les adaptant aux spécificités de chaque contexte et public cible.

La maîtrise d’ouvrage est confiée, sur deux concours distincts mais complémentaires, aux deux associations qui interviennent déjà sur des projets financés par l’AFD : l’association tchadienne Bet Al Nadjah (BAN) et l’ONG française ESSOR, afin de couvrir l’ensemble du continuum formation professionnelle – insertion - emploi et de capitaliser sur leurs pratiques et dispositifs positivement évalués.

Les 15 bureaux formation emploi d’ESSOR sont le point d’entrée aux services d’orientation, d’accompagnement et de formation, tandis que BAN assure l’accompagnement des jeunes primo créateurs d’entreprises et forme les ressources humaines d’Essor aux enjeux entrepreneuriaux.

Le projet cible l’accompagnement à la formation et à l’insertion sociale, économique et professionnelle de 17 000 jeunes hommes et femmes. Huit organisations de la société civile tchadienne, deux acteurs publics et deux centres de formation professionnelle verront leurs capacités renforcées en matière de formation et d’insertion professionnelle. Les populations ciblées seront les jeunes vulnérables (non scolarisés et déscolarisés précoces, apprentis, etc.), les jeunes diplômés et les primo créateurs d’entreprises.

Le projet contribuera à la réduction des inégalités entre hommes et femmes, en tenant compte des enjeux de genre en matière d’insertion professionnelle et en améliorant l’accès à des opportunités économiques pour les femmes. Il vise également le renforcement des capacités des acteurs de l’écosystème de l’emploi.

* **Projet d’Entreprenariat agro-alimentaire (CTD1271) – en instruction**

Des discussions sont en cours avec la Délégation de l’Union Européenne du Tchad pour le financement d’un programme multi-partenarial.

L’objectif Général de cette Action pourrait être d’appuyer le développement et la transformation durable de systèmes agroalimentaires clés du Tchad, avec un accent particulier sur l’augmentation des revenus des femmes et des jeunes dans des villes secondaires et leurs bassins de production agricole.

Les Objectifs Spécifiques en cours de discussions de cette action sont :

* OS1 (Filières). Structurer les filières clés de façon durable et inclusive à niveau de la production, transformation et commercialisation, y compris l’accompagnement et le développement des PME agroalimentaires
* OS2. (Formation professionnelle). Améliorer le système de formation professionnelle, au niveau de l’accessibilité, la qualité et de l’adéquation des curricula avec le marché du travail.

# CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE LA PRESTATION

La jeunesse tchadienne représente 70% d’une population en forte progression. L’arrivée massive de jeunes sur le marché du travail représente une opportunité si le pays parvient à éduquer, former et insérer ces jeunes hommes et femmes dans le tissu économique local. A contrario, le chômage et l’exclusion des jeunes, constituent un facteur de déstabilisation majeur d’une société déjà fragilisée par la crise économique et politique. La rente pétrolière ne rythme plus le développement de l’économie, l’auto-emploi et l’entrepreneuriat deviennent une voie d’insertion de plus en plus crédible alors même que l’économie rurale du Tchad occupe plus de 70% de la population mais reste peu diversifiée, sous-financée et impactée par le rythme accéléré des aléas climatiques (sécheresse et inondations). L’écart croissant entre les attentes des populations et les services mis à disposition par l’Etat alimente la défiance, particulièrement dans certains territoires périphériques, maintenus à l’écart des trajectoires de développement national.

Un diagnostic sur les enjeux sociaux, culturels et économiques a été réalisé en 2018 par Essor sur le projet Bab Al Amal. Il souligne un paradoxe : peu de vocations sur l’artisanat, les métiers agro-pastoraux et l’auto-emploi, malgré beaucoup d’opportunités, tandis que le nombre de tchadiens diplômés du supérieur augmente chaque année, saturant le marché, en inadéquation avec les possibilités d’emploi salarié ou d’auto-emploi. Il convient donc de revaloriser les métiers artisanaux et agricoles. Le Tchad continue d’importer des denrées qu’il pourrait aisément produire dans les zones péri-urbaines. Il s’agit également d’accompagner efficacement les jeunes diplômés sans emploi, pour renforcer leur employabilité et leurs compétences vers le salariat ou l’entreprenariat, ce qui reste trop peu mis en œuvre dans les universités. Les pesanteurs culturelles influent, comme à Abéché où l’accompagnement par le parcours de formation humaine suscite parfois la réticence de certains leaders religieux ou à Bongor, où la responsabilité de jeunes dans la survie de la famille les pousse parfois à abandonner le parcours de formation, aggravant ainsi leur vulnérabilité.

**Des enjeux importants sur le genre**. Malgré la ratification de nombreuses conventions, le Tchad est classé aux derniers rangs du Global Gender Gap Index en 2020 : 147ème/ 153 pays. Cela témoigne des institutions sociales discriminatoires et de profondes inégalités entre femmes et hommes, en termes d’accès à l’éducation, d’opportunités d’insertion économique et de participation politique. L’Enquête Démographique et de Santé de 2015 (EDS-MICS, 2015) met en évidence un écart important entre les genres, la proportion de femmes non alphabétisées étant nettement plus élevée que celle des hommes (respectivement 62% contre 36%).

# OBJECTIF ET RESULTATS DE LA PRESTATION

## ****Objectif Général de la mission****

**L’objectif général** de la mission est d’approfondir les résultats du diagnostic initial, de compléter le diagnostic concernant les acteurs et de faciliter la diffusion des résultats pour permettre une animation du dialogue sectoriel autour de ces enjeux.

## ****Objectifs Spécifiques et livrables attendus****

* affiner/segmenter les profils des bénéficiaires de BAN pour mieux comprendre les freins sexo-spécifiques par type d’entrepreneures (ex : âge, statut marital, niveau de diplômes, primo-entrepreneur..) et selon les types d’accompagnement (technique ou financier..) ;
* diagnostic des pratiques de SwissContact (chef de file du consortium du PEA) ;
* vulgariser les résultats de la première phase – support + digeste pour large partage des résultats. Tous les PTF rencontrés pendant la mission se sont montrés très intéressés par le travail réalisé ;
* préparer une note de concept pour un éventuel top up CAD2 de l’UE sur le PEA (nous avons échangé sur les pistes pré identifiées par l’équipe, la DUE est en attente d’une note concept pour éventuelle intégration dans la programmation 2025) ;

Chacun de ces objectifs pourra donner lieu à un livrable dédié étant donné la nature et destinataires divers.

# CONTENU DETAILLE DE LA MISSION

## Détail de la mission attendue

1. **Affiner/segmenter les profils des bénéficiaires de BAN**

Il s’agir d’affiner les résultats déjà obtenus en segmentant les profils de bénéficiaires H/F pour mieux comprendre les freins sexo-spécifiques par type d’entrepreneures (ex : âge, statut marital, niveau de diplômes, primo-entrepreneur..) pour chaque service proposé et donc permettre à BAN d’ajuster les types d’accompagnement (technique ou financier..) proposés dans son offre de service.

En effet, il est ressorti du diagnostic initial que les bénéficiaires femmes étaient surtout des jeunes femmes diplômées. Il est donc pertinent d’identifier si ce profilage est similaire pour les hommes bénéficiaires, de clarifier la stratégie de BAN en termes de publics cibles, ainsi que de proposer des ajustements tant dans l’organisation, que dans les processus et dans l’offre de service pour que BAN attire, retienne et réponde aux besoins de son public cible.

Cette étape devra faire l’objet d’un rapport détaillé et comprenant des données chiffrées. Il sera essentiellement destiné à BAN et à l’AFD pour permettre d’affiner l’offre de services proposées.

Cette analyse pourra également servir d’argumentaire à BAN pour lever des financements complémentaires intégrant un volet important sur les réductions des inégalités de genre.

1. **Mener un diagnostic genre de SwissContact pour améliorer leur offre, leurs pratiques et leur attractivité auprès du public féminin, notamment vulnérable**

Ce diagnostic permettra de compléter ceux déjà réalisés pour BAN, ESSOR et l’AFDI notamment dans le cadre de l’instruction du Projet d’entreprenariat agroalimentaire – dans le cadre duquel Swisscontact sera lead du consortium de mise en œuvre.

* 1. Diagnostic flash de l’offre et des pratiques des opérateurs vis-à-vis des hommes et des femmes bénéficiaires

Il s’agira d’analyser les données issues des dispositifs de suivi-évaluation et de réaliser des entretiens avec les membres de l’équipe et focus group avec des femmes bénéficiaires des différents services afin d’identifier les écarts et les inégalités de genre et de comprendre dans quelle mesure le projet a pu contribuer à réduire ces écarts et inégalités ou risques de perpétuation/renforcement des écarts et inégalités de genre.

 Seront particulièrement observés :

* L’analyse sexospécifique des effectifs en lien avec les bénéficiaires ;
* La part des bénéficiaires femmes par offre de service / projet (en entrée et en sortie) ;
* La vision qu’ont les employé.e.s, partenaires et prestataires des contraintes et leviers spécifiques à l’insertion des femmes ;
* La vision qu’ont des femmes bénéficiaires du niveau de réponse de Swisscontact aux besoins spécifiques des femmes et leurs visions d’axes d’amélioration ;
* L’analyse des écarts et des inégalités de genre observés ;
* Les éventuelles VBG et mesures de remédiation possibles ;
* L’analyse de la capacité genre de SwissContact.

Une grille d’analyse similaire à celle utilisée pour BAN, l’AFDI et Essor pourra être utilisée.

* 1. Retraitement, analyses, constats et recommandations

Des préconisations à court terme, à moyen et à long terme seront réalisées par axe, notamment sur les ressources humaines (effectifs, formation, etc.), outils et méthodes (dispositif de suivi-évaluation, supports de formation, de communication, lieux d’intervention, etc.), infrastructures d’accueil (horaires, services connexes, etc.) et l’offre (ajustements éventuels à l’offre existante, création de nouvelles offres spécifiques, etc.).

Ces préconisations devront être pragmatiques et autant que possible co-construites avec les parties prenantes.

1. **Nourrir les réflexions sur un potentiel top-up CAD2 du Projet d’entreprenariat agroalimentaire – Tchad**

Le PEA est envisagé comme CAD1 sur les questions de genre.

Aussi, suite aux discussions avec la DUE, il est apparu l’opportunité d’un financement complémentaire dans le cadre de la prochaine programmation mettant l’accent sur la réduction des inégalités de genre et autonomisation socio-économique des femmes.

Aussi, à partir des conclusions du diagnostic réalisé et de l’appui à l’étude de faisabilité, il est attendu la formulation d’une concept note d’un éventuel top-up CAD2. Dans la mesure du possible, des propositions concrètes de formulation d’objectifs / indicateurs seront proposées, y compris en lien avec les apprentissages sur le système de suivi, et les cadres de redevabilités des acteurs (pour que les données collectées puissent les alimenter également).

Cette note aura vocation à renforcer le plaidoyer auprès de la DUE sur l’opportunité d’inscrire cette ligne dans la programmation et la pertinence de la déléguer à l’AFD.

Les propositions devront s’inscrire en parfaite complémentarité avec le projet PEA en cours de formulation. Il devra s’agir d’un top-up et non d’un nouveau projet.

1. **Appui au dialogue sectoriel**

Vu tous les travaux réalisés dans le cadre de la première phase de l’appui et l’intérêt fort des partenaires nationaux et internationaux, il est apparu la nécessité d’avoir un document synthétique permettant une revue rapide des principaux enjeux et leviers d’actions pour la réduction des inégalités de genre grâce et dans la formation et l’appui aux parcours d’insertion.

Ce livrable servira à nourrir les échanges avec les acteurs de l’écosystème local pour permettre la mobilisation de financements sur le sujet ainsi qu’avec les ministères compétents pour nourrir le dialogue sectoriel.

Ce document synthétique (4 pages maxi) devra être « visuel » et facilement appropriable par les différents acteurs.

Il pourra être prévu l’intervention du.des consultant.es lors d’une réunion des PTF intervenant dans le secteur.

## Phasage

Environ 45H/J

## Méthodologie, Calendrier et validations des livrables

* + - **Pilotage de l’étude**

Agence du Tchad /EDU

* + - **Calendrier de livraison**

En fonction de la proposition des consultant.es notamment en termes de planning, chacun des deux objectifs pourra donner lieu à un rapport dédié.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Etapes** | **Livrables à remettre** | **Date estimée de remise** |
| Préparation de la mission | Note de cadrage | Mi-février 2024  |
|  | Concept note UE | Fin février 2024  |
|  | Doc synthétique Genre & FP-Emploi au Tchad | Fin mars 2024  |
| Mission terrain | Diagnostic Swisscontact  | Fin avril 2024 |
|  | Segmentation des profils des bénéficiaires de BAN | Fin avril 2024 |

* + - **Durée de la prestation**

5 mois

##  Lieu d’exécution et sécurité

**La réalisation de cette prestation aura lieu au Tchad, en capitale et en régions. Le déplacement des expert.e.s sera soumis à la validation préalable et au respect des règles sécuritaires d’Expertise France.**

# PROFIL DE L’EXPERTISE et CANDIDATURE

**7.1** **Profil et compétences attendues de l’expertise**

Un binôme d’expert.e international.e-expert.e national.e est envisagé.

L’expertise mobilisée devra disposer des compétences suivantes répartie entre les deux profils recherchés :

* Expérience en formulation, gestion et suivi évaluation de projet (CAD 1 et CAD 2[[1]](#footnote-1)) ;
* Expertise avérée en genre et/ou en sociologie / ethnologie (expertise nationale idéalement) ;
* Bonne connaissance des sujets de formation/emploi/entreprenariat et accès aux financements. Une bonne connaissance des dispositifs type Prêts d’honneur sera un atout;
* Expérience préalable en diagnostic genre institutionnel ;
* Excellentes capacités relationnelles ;
* Etre parfaitement francophone
* Expériences préalables de travail dans le secteur de l’aide au développement (dispositifs, acteurs) ;
* Bonnes connaissances du contexte du pays et de l’écosystème institutionnel du genre ;
* Excellentes capacités rédactionnelles
* Bonnes expériences d’accompagnement dans au moins un pays d’intervention de la région Sahel et dans plusieurs pays.

L’expertise mobilisée devra s’approprier la politique Genre de l’AFD, la stratégie régionale Grand Sahel de l’AFD, les objectifs et les enjeux du partenariat EDIFIS et notamment les outils suivants :

* Boîte à outils Genre : Education produite par l’AFD ;
* [Boîte à outils genre : appui au secteur privé, entrepreneuriat et inclusion financière](https://www.afd.fr/fr/ressources/boite-outils-appui-au-secteur-prive-entrepreneuriat-et-inclusion-financiere) produite par l’AFD
* L’approche « Ne pas nuire » promue par l’AFD

## Processus de recrutement et dossier de candidature

Expertise France procédera à la recherche et à la pré-sélection des expert.e.s à mobiliser, en priorité dans son vivier d’expert.e.s genre et à défaut de résultats concluants, par appel d’offre. Une fois les profils pré-identifiés, Expertise France mènera des premiers entretiens pour s’assurer de la disponibilité et de l’adéquation du/des profil.s présélectionnés aux besoins exprimés par l’AFD. Une note méthodologique succincte sera demandée à chaque expert.e pré-identifié.e. Dans le cadre d’un binôme d’expert.s, des entretiens croisés pourront être menés pour vérifier la complémentarité des profils. Dans ce cas d’espèce, seul l’expert.e principal aura la responsabilité de fournir une note méthodologique.

# MOYENS MIS A DISPOSITION DU PRESTATAIRE

L’AFD fournira et mettra à disposition de l’expertise diverses ressources documentaires et informatives afin de mener à bien sa mission. L’AFD fournira notamment tout document non confidentiel produit dans le cadre de l’instruction du projet et nécessaire à la réalisation de mission

## Bibliographie et documents de référence à disposition de l’expertise sélectionnée

* Stratégie Internationale Egalite Femmes-Hommes 2018-2022 de la France
* Stratégie\_Régionale\_Grand\_Sahel\_2020-2024
* Plan d’Action Egalité Femmes-Hommes 2019-2022 du groupe AFD
* Documents projets JED et PAPE 2
* Document d’Action Programme d’appui à l’entreprenariat agroalimentaire
* Diagnostic des Organisations Issues de la Société Civile dans la région Grand Sahel (Etude réalisée par Expertise France et EFFICOP en 2020
* Rapport d’analyse genre du contexte d’intervention et d’interactions du projet ALAPAJ,2022
* Autres ressources disponibles sur site AFD : [www.afd.fr](http://www.afd.fr)

##  Contacts

Le prestataire aura pour interlocuteurs et référents :

|  |  |
| --- | --- |
| Au sein de l’AFD à N’Djaména**Sophie CHAPPELLET** Directrice adjointe d’AFD N’Djaménachappellets@afd.fr | Au sein d’EF**Charlotte Binet****Cheffe de Projet EDIFIS AT**charlotte.binet@expertisefrance.fr  |

1. En référence aux normes de l’OCDE [↑](#footnote-ref-1)